

vre d'ambiguïté que le ministre de la Défense nationale m'a servi en réponse à une question sur notre rôle maritime que je lui ai posée le 4 juin. Je tiens à le citer pour éviter qu'on se méprenne. Voici ce que le ministre a dit en réponse à ma question:

D'une façon générale, les gens qui s'intéressent aux affaires navales devraient être réconfortés par la déclaration de politique du premier ministre, puisqu'il est évident que ce rôle-là doit être amplifié. Ainsi, je ne pense pas qu'on s'en inquiète.

Devons-nous en conclure que la Marine prendra de l'ampleur? Loin de là.

Je signale simplement à la Chambre que cette réponse ne constitue par la garantie d'une extension très prochaine du rôle de la marine. Bien au contraire. En réponse aux questions écrites de mon collègue, le député d'Halifax-East Hants (M. McCleave), nous avons appris que le ministère de la Défense nationale envisage la construction d'un appareil qui succéderait à l'Argus. D'autre part, rien n'indique qu'on envisage également de construire un appareil destiné à succéder au Tracker. Au cours des trois ou quatre dernières semaines, nous avons eu toutes les raisons du monde de croire à la suppression du *Bo-naventure*. A Halifax, on est en train de congédier les officiers et de les incorporer à Stadacona. En outre, au cours d'entretiens privés ou de déclarations publiques, ni le ministre de la Défense nationale ni personne d'autre n'a démenti les rumeurs actuelles très tenaces selon lesquelles aux termes du programme de fusionnement des bases, la base de Shearwater sera fermée. Ces deux ou trois exemples très brefs me forcent à conclure à regret qu'il y aura une réduction de la structure et de l'effectif du commandement maritime.

Il est fort possible que le premier ministre envisage d'accorder la haute priorité à la surveillance de notre territoire et de nos eaux territoriales. A Calgary, en avril dernier, il leur a même donné le pas sur la défense continentale, l'OTAN et sur le maintien de la paix. Mais on doit signaler et les intéressés doivent se souvenir qu'il faudra peut-être six ou sept ans pour passer du concept à son application totale dans nos eaux septentrionales. Ainsi, les forces navales pourraient devenir plus importantes vers le milieu ou vers la fin des années 70, mais je répète que rien ne laisse prévoir cet accroissement au cours des cinq prochaines années.

Je me préoccupe vivement du fait qu'une somme de 150 millions par an est bel et bien fournie à notre économie en Nouvelle-Écosse grâce à la présence du commandement mari-

time sous sa forme actuelle. Il est difficile de savoir exactement combien de dollars découlent actuellement de cet investissement. Cependant, de récentes études montrent qu'environ 28 p. 100 de l'économie de Dartmouth-Halifax proviennent directement ou indirectement de cet investissement. J'estime qu'on peut attribuer à la base 20 ou 30 p. 100 de plus.

Je ne veux pas me montrer alarmiste mais je dois signaler le devoir moral très grave qu'incombe au gouvernement d'annoncer clairement et honnêtement ses intentions aussitôt que possible. Certaines des questions qui appellent une réponse ont trait aux intentions du gouvernement à l'égard du programme de fusionnement des bases, du nombre de militaires visés, de ceux qui resteront à Shearwater, à Stadacona, dans les chantiers maritimes et sur les navires de la côte est. On doit nous instruire du sort réservé à Greenwood, à Cornwallis et à la base de Summerside. Qu'on mette cartes sur table quant au programme du gouvernement sur le rôle anti-sous-marin de notre flotte. Nous devons cela à nos alliés. Nous devons savoir si l'on a commencé à traduire dans les faits le rôle qu'on voulait confier à notre flotte dans l'Arctique, si le gouvernement entend assurer une expansion de l'Institut océanographique de Bedford comparable, autant que possible, à la réduction du nombre de militaires dans la région d'Halifax; si l'on établit des programmes pour compenser le vide que pourrait créer la réduction des forces. Nous devons savoir aussi si l'on a amorcé des consultations à ce sujet avec le gouvernement provincial. D'après des rumeurs persistantes, on l'aurait fait. Si c'est oui, nous devons savoir en quoi consistent ces pourparlers; si c'est non, qu'est-ce qu'on attend.

Aucune région métropolitaine, ni même aucune province ne dépend autant qu'Halifax, Dartmouth et la Nouvelle-Écosse d'un flot constant de dollars en matière de défense. Si des réductions sont prévues, nous devons le savoir maintenant afin de prendre les mesures voulues. Autrement, les frais des services de transition coûteront incomparablement plus cher au contribuable que le maintien du rôle maritime dans son optique actuelle. Le ministre de la Défense nationale a si mal interprété les remarques du premier ministre à Calgary en avril dernier, comme le prouve la réponse donnée à ma question, que les habitants de la Nouvelle-Écosse et même tous les Canadiens ont droit maintenant à un exposé détaillé des intentions du gouvernement.